



Certains hommes d'affaires estiment qu'il aurait été souhaitable que Célestin Tawamba soit reçu par le chef de l'Etat en personne.

L'audience accordée par le secrétaire général adjoint de la présidence de la République, Elung Paul Che, au président du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), Célestin Tawamba, le 13 avril dernier au palais de l'Unité à Yaoundé, a nourri des débats à Douala, lieu par excellence du business.

Le patron du Gicam a conduit une délégation de six membres à Yaoundé. La première vague d'hommes d'affaires, proche du Gicam, tout en appréciant l'initiative intervenue au moment où « les signaux lancés par les organisations patronales camerounaises appellent à plus de dialogue public-privé », n'a pas manqué de s'interroger sur le rang de l'interlocuteur du Gicam.

Un faux débat, pense-t-on au sein du mouvement patronal, d'autant plus que c'est ce Groupement qui a adressé une demande d'audience au président de la République, en marge de la visite d'Etat organisée du 22 au 24 mars 2018 en Chine. Le président du Gicam, Célestin Tawamba, faisait d'ailleurs partie de la suite officielle. « Ce n'est pas la première fois que nous [le Gicam] sollicitons une audience auprès du chef de l'Etat, mais c'est la première fois qu'on nous l'accorde », se félicite le secrétaire exécutif du Gicam, Alain Blaise Batongue.

Le Gicam présente ainsi son satisfecit, au terme d'une audience inattendue, puisqu'en comprenant l'agenda surchargé du président de la République, Paul Biya, le plus vieux groupement patronal de l'histoire du Cameroun n'a pas hésité à exprimer ses préoccupations d'être « reçu par le chef de l'Etat de manière directe », ajoutet- on au Gicam. C'est ainsi que les membres de la délégation chapeautée par Célestin Tawamba ont insisté sur des mesures de protection et de promotion de l'industrie nationale dans un environnement économique mondial dominé par la mondialisation ou la globalisation. « Le chef de l'Etat, ces derniers temps, n'arrête pas d'indiquer que le secteur privé est important pour le développement de notre pays », ajoute Alain Blaise Batongue. A croire que c'est un indicateur fort aux ministres qui s'interdisent encore d'associer le secteur privé camerounais au déclic tant souhaité.

© Mutations
